

Les députés appellent à la protection des journalistes et à l'indépendance des médias

Dans une résolution votée le 27 mars, les députés de la commission des libertés civiles appellent à sauvegarder le pluralisme, l'indépendance et la liberté de la presse.

Le 27 mars, les députés de la commission des libertés civiles ont voté sur une résolution non législative sur le pluralisme, l'indépendance et la liberté des médias rédigée par [Barbara Spinelli](#), députée italienne membre de la Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique.

Violences envers les journalistes

En octobre dernier, [Daphne Caruana Galizia](#), une journaliste d'investigation maltaise qui dénonçait la corruption a

été tuée

dans l'explosion de sa voiture. Il y a un mois, le journaliste slovaque [Ján Kuciak](#), qui travaillait sur la mafia, et sa fiancée Martina Kušnírová ont été assassinés.

Dans la résolution votée hier, les députés expriment leurs profondes inquiétudes concernant les violences subies par les journalistes dans les États membres. Ils appellent à la création d'un organisme de régulation indépendant, mis en place en coopération avec des organisations de journalistes, afin d'enregistrer et de signaler les violences et les menaces.

Plus de financements publics

Les députés ont aussi souligné l'importance du rôle joué par les médias dans une société démocratique, en faisant remarquer que le pluralisme, l'indépendance et la liberté de la presse étaient des éléments clés du droit de la liberté d'expression.

Afin de promouvoir et de protéger une presse libre, indépendante et pluraliste, les députés appellent les États membres à veiller à ce qu'un financement public adéquat soit mis à disposition.

La résolution met l'accent sur l'importance d'assurer des conditions de travail adéquates pour les journalistes, sans pression extérieure, dépendance, vulnérabilité ou instabilité.

Fausses informations

Les députés ont souligné la menace que représentent les fausses informations et ont exprimé l'importance d'offrir au public une information de haute qualité.

Afin de prévenir la propagation de fausses informations (fake news), ils encouragent les sociétés de réseaux sociaux et les plateformes en ligne à développer des outils permettant aux utilisateurs de marquer ou de signaler les potentielles fausses informations. Des organisations tierces certifiées en matière de vérification de faits seraient chargées de la rectification.

Harcèlement en ligne

Les cas de harcèlement en ligne, de vengeance pornographique et de pédopornographie sont en augmentation. Les députés demandent de nouvelles règles afin d'assurer la détection et la suppression des contenus préjudiciables sur les réseaux sociaux.

Prochaine étape

La résolution non législative a été approuvée par 44 voix pour, 3 contre et 4 abstentions. Elle devrait être mise aux voix du Parlement réuni en plénière à Strasbourg au mois d'avril.

En savoir plus

[Le débat en direct](#)

[Fiche de procédure](#)

[Communiqué de presse](#)



Photo de Bank Phrom sur Unsplash